

GENÈVE INTERNATIONALE



ÉDITO

Une transition juste et durable : un rôle à jouer pour la Genève internationale

Qui aurait pensé il y a quelques mois encore que la crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine puisse représenter une opportunité d'accélérer la transition énergétique? Cette crise au cœur des préoccupations gouvernementales conduit aussi à l'aggravation des inégalités dans le monde. Les économies avancées sont mieux à même d'y faire face, mais les actions qu'elles entreprennent auront des répercussions au-delà de leurs frontières. Dans ce contexte d'urgence, il est impératif de privilégier des réflexions à long terme plutôt que d'opter pour des solutions à court terme qui pourraient aggraver la crise.

Alors que la COP27 vient de se terminer à Charm-el-Cheikh, il s'agit de traduire sans attendre les ambitions climatiques en actions concrètes. Ce n'est qu'au travers d'un effort novateur et coordonné au niveau international, que nous serons en mesure de répondre à ces défis. La Genève internationale a un rôle à jouer, elle qui accueille déjà nombre d'institutions clés, comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou encore l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Ces organisations apportent une expertise transversale dans la lutte contre les changements climatiques en abordant les défis sous plusieurs angles: la santé et l'environnement, la paix et le climat, ou encore le commerce et la durabilité. C'est grâce à ces acteurs intervenant depuis Genève dans bien des secteurs et des disciplines que la Suisse peut se profiler comme pionnière dans l'adaptation des objectifs globaux climatiques.

Cette cinquième édition du Bulletin de notre Intergroupe met en évidence des solutions innovantes pour la transition vers une société écologiquement et socialement responsable. Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Les co-présidents de l'Intergroupe parlementaire « Genève Internationale »

Andreas Aebi – Damian Müller – Elisabeth Schneider-Schneiter – Carlo Sommaruga

INTERVIEW

Face à l'urgence, la cohésion doit primer

Devant l'urgence climatique quel est le rôle de la Genève internationale ?

Les principales institutions internationales pour l'action climatique s'y trouvent. A cela s'ajoute une large représentation des États, de même qu'une forte société civile et des centres académiques d'excellence. La Genève internationale joue donc déjà un rôle significatif, mais il n'y a pas assez de cohésion dans ses actions pour que l'impact soit suffisant. C'est pourquoi nous avons créé *2050Today*. Ce Forum rassemble plus de 60 institutions et a pour but de promouvoir la décarbonation concertée de ses membres, soit de façon plus rapide et à grande échelle. A un niveau global et précisément grâce à son écosystème, la Genève internationale devrait donc être le lieu pour élaborer et mettre en place la tarification du carbone de tous les produits et les services.



Jean-Pierre Reymond
Directeur exécutif,
2050Today

Comment la Genève internationale peut-elle trouver des solutions innovantes globales ?

A l'image de ce qui a été fait dans les années 1990 avec le *Human Genome Project*, tous les savoirs et compétences liés à l'action climatique doivent être rassemblés et mis à disposition de chaque secteur, avec pour objectif de limiter par tous les moyens le réchauffement climatique à 1.5 degré. Il est vrai que certaines initiatives sectorielles commencent à voir le jour - *Battery Data Genome* ou *Open Climate Campaign* - mais un projet planétaire fait défaut. Les nouvelles technologies peuvent

contribuer à la réduction des émissions de gaz à effets de serre, mais sans un déploiement très rapide, leur impact ne sera que peu significatif. C'est pourquoi, un partage des connaissances est nécessaire pour accélérer la transition écologique. Genève a le potentiel pour développer et organiser le *Climate Genome Project*, dont la tarification du carbone pourrait assurer le financement. ■

65% de la production d'électricité mondiale = énergies fossiles

+24 MILLIONS d'emplois dans le monde d'ici 2030 grâce à l'économie verte

+80% d'investissements supplémentaires nécessaires pour atteindre les objectifs de Paris

6% des nouveaux brevets déposés sont des innovations vertes

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Une priorité face aux enjeux climatiques

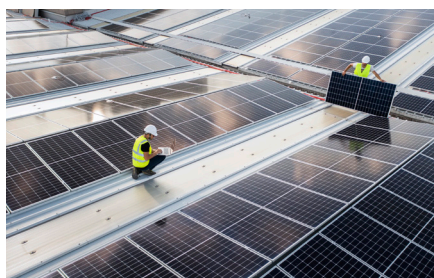
Le rapport *United in Science* de l'OMM révèle un décalage entre nos aspirations et leur mise en application. Si nous ne prenons pas de mesures plus ambitieuses, les effets du changement climatique seront de plus en plus dévastateurs sur nos sociétés. Dès lors l'Organisation mondiale de la santé a récemment appelé les États à établir un Traité de non-prolifération des combustibles fossiles. Responsables de 70% des émissions globales, les villes ont un rôle crucial à jouer. Genève accueille de nombreuses initiatives multipartites qui s'engagent à réduire l'impact environnemental. *Climate Action Accelerator* accompagne par exemple les ONG dans la mise en place de solutions visant à réduire leurs empreintes environnementales sur toute leur chaîne d'action.

Si les outils et le savoir-faire nécessaires pour limiter le réchauffement climatique existent, de nombreux pays n'ont pas les moyens, l'expertise technique ou les infrastructures pour y remédier. Par ailleurs, les progrès dans les technologies propres stagnent, faute d'investisseurs qui perçoivent souvent ces placements comme trop risqués. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) encourage donc les pouvoirs publics à recourir à des subventions spécifiques, afin d'atténuer les incertitudes liées à ces investissements et pour faciliter l'émergence de solutions propres. L'OMPI a de plus lancé la plateforme *WIPO GREEN* rassemblant des acteurs publics et privés pour catalyser l'innovation et la diffusion de technologies vertes. ■

TRANSITION JUSTE

Conjuguer environnement et équité sociale

Plus de 30 nations, dont les principaux pays producteurs de charbon, ont signé la Déclaration pour une transition juste lors de la COP26. Cette initiative veut soutenir les pays les plus touchés par l'urgence climatique dans leur transition vers des économies plus vertes. Cette étape représente un énorme potentiel de création d'emplois et de



réduction des inégalités sous toutes leurs formes. Afin de prendre des mesures concrètes, l'initiative Action climatique pour l'emploi, menée par l'Organisation internationale du travail (OIT), fournit des outils pour évaluer les investissements nécessaires et les options politiques adéquates, centrés sur l'emploi vert et décent. L'ONU et l'OIT ont lancé en parallèle l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes, qui vise à créer d'ici à 2030, 400 millions d'emplois et à étendre la couverture de la protection sociale à 4 milliards de nouveaux bénéficiaires. ■

AGENDA & PISTES DE LECTURE



FINANCE DURABLE

Outil pour accélérer la transition écologique

Selon *Swiss Sustainable Finance*, en Suisse, les fonds d'investissement vert ont augmenté de 30% en 2021. Plusieurs initiatives multipartites en matière de finance durable ont vu le jour à Genève, preuve d'une prise de conscience du monde économique. Parmi elles, *Building Bridges* s'est imposée comme la plateforme d'échange et de propositions entre secteurs public et privé tirant parti des forces combinées de la Suisse et de la Genève internationale. Dans ce cadre, la Confédération a mis sur pied cette année les *Swiss Climate Scores*, outil permettant d'évaluer la compatibilité d'un portefeuille d'investissement avec les objectifs climatiques internationaux. De tels efforts coordonnés sont cruciaux compte tenu des milliers de milliards d'investissements encore nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.



Genève se positionne donc comme un centre de collaboration multipartite pour la transformation de la finance en offrant des solutions innovantes et responsables. La durabilité et l'impact de ces investissements restent encore peu connus, d'où la nécessité d'établir des critères et des normes clairs pour éviter le greenwashing. Le pôle de recherche *Swiss Lab for Sustainable Finance* se penche justement sur ces questions. ■